

MB NEXT EUROPE S.A.

société anonyme

L-8070 Bertrange, 10B, Rue des Mérovingiens

R.C.S. Luxembourg section B numéro 205 231

RESOLUTIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

du **05 décembre 2016**

No 42193

L'an deux mille seize,
le cinq décembre.

Par devant Nous Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de
résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
est apparue:

« **VEBER SA** », une société anonyme, constituée et existant sous
le droit luxembourgeois établie et ayant son siège social au 15,
Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de
Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 204 361),
ici représentée par :

Monsieur Olivier MARTIN, Avocat à la Cour, avec adresse
professionnelle à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg,
dûment autorisé en vertu d'une procuration sous seing privé lui
donnée.

Ladite procuration signée « *ne varietur* » par le mandataire de la
partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au
présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de
l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est mentionné
ci-avant, est l'actionnaire unique (l'«**Actionnaire**») de la société « **MB
NEXT EUROPE S.A.** » (la « **Société** »), une société anonyme régie par
le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 10B, rue
des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg,
constituée suivant acte notarié dressé par la ministère du notaire

soussigné, en date du 1^{er} avril 2016, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 14 juin 2016, sous le numéro 1725 et page 82759 et dont les statuts furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 19 juillet 2016, publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA), N° RESA_2016_060, le 09 août 2016, Réf : RESA_2016_060.351.

Laquelle partie comparante, agissant en sa susdite qualité d'Actionnaire a reconnu être pleinement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1 Décision d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de **cent euros (100.- EUR)** pour le porter de son montant actuel d'un million six cent mille euros (1'600'000.- EUR) divisé en seize mille (16'000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune à un montant d'un million six cent mille cent euros (1'600'100.- EUR) qui sera par la suite divisé en seize mille une (16'001) actions ordinaires ayant chacune une valeur nominale de cent euros (100.- EUR).

2 Décision d'émettre **une (1) action nouvelle ordinaire sous forme nominative** (l'« **Action Nouvelle** ») d'une valeur nominale de **cent euros (100.- EUR)** ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la société à partir du jour de la décision sur l'augmentation de capital proposée.

3 Décision d'accepter la souscription et la libération intégrale par un apport en numéraire de cette Action Nouvelle, par la société « **VEBER S.A.** », prédésignée, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société.

4 Décision de créer deux (2) catégories d'actions, les actions de classe A (« Actions de Catégorie A »), ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune et les actions de catégorie B (« Actions de Catégorie B ») ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune et décision de subdiviser les seize mille une (16'001) actions ordinaires existantes de la Société d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) en un million six cent mille (1'600'000) Actions de Catégorie A d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune et en mille (1'000) Actions de Catégorie B d'une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune et de définir les droits et privilèges des Actions de Catégorie A et de Catégorie B.

5 Décision de créer et d'instaurer dans l'article CINQ (5) des statuts de la Société un capital autorisé qui sera fixé à SIX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE MILLE EUROS (6'760'000.- EUR) représenté par un million cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille (1'599'000) Actions de Catégorie B d'une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les Actions de Catégorie B existantes et la possibilité d'émettre d'un emprunt convertible en Actions de Catégorie A d'un montant maximal de cinq millions d'euros (5'000'000.- EUR). Dans le cadre de ce capital autorisé, le conseil d'administration est autorisé à recueillir les

souscriptions et augmenter le capital en une ou plusieurs fois ainsi qu'à supprimer ou à limiter le droit préférentiel de souscription des Actionnaires de Classe B lors d'une augmentation de capital à réaliser, conformément aux dispositions ci-avant mentionnées. Ces autorisations sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

6 Décision de renoncer expressément au rapport à établir par le conseil d'administration de la Société prévu par l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la loi du 10 août 2016.

7 Décision de procéder à une refonte complète des statuts de la Société pour tenir compte des points 1 à 5 à du présent ordre du jour et pour les mettre en concordance avec la loi du 10 août 2016 modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

8 Décision d'accepter la démission de Monsieur Olivier MARTIN, de son mandat d'administrateur de la société ; décharge pleine et entière lui sera accordée pour l'accomplissement de son mandat d'administrateur depuis la date de sa nomination jusqu'à la date des résolutions à prendre sur ledit ordre du jour ;

9 Nomination de Monsieur Laurent CHERPITEL, administrateur de sociétés, né à Saint Quentin sur le Homme (France), le 28 février 1958, avec adresse professionnelle au 75, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, aux fonctions de nouvel administrateur et fixation de la durée de son mandat.

L'Actionnaire, agissant en sa susdite qualité, a ensuite requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Actionnaire DÉCIDE d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant d'un montant de **cent euros (100.- EUR)** pour le porter de son montant actuel d'un million six cent mille euros (1'600'000.- EUR) divisé en seize mille (16'000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune à un montant d'un million six cent mille cent euros (1'600'100.- EUR) qui sera par la suite divisé en seize mille une (16'001) actions ordinaires ayant chacune une valeur nominale de cent euros (100.- EUR).

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Actionnaire DÉCIDE d'émettre **une (1) action nouvelle ordinaire sous forme nominative** (l'« **Action Nouvelle** ») d'une valeur nominale de **cent euros (100.- EUR)**, cette Nouvelle Action émise avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la Société à partir du jour des présentes résolutions.

SOUSCRIPTION - LIBERATION

Ensuite s'est présenté :

Monsieur Olivier MARTIN, prénommé,
agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Actionnaire, la société « **VEBER S.A.** », également en sa capacité de seul Souscripteur (le « **Souscripteur** »),

en vertu de la procuration dont il est fait mention ci-avant.

Le Souscripteur, par son mandataire susnommé, a déclaré souscrire l'Action Nouvelle d'une valeur nominale de **cent euros (100.- EUR)** et la libérer intégralement au moyen d'un apport en numéraire.

Le montant intégral libéré en numéraire de **CENT EUROS (100.- EUR)** se trouve à partir de maintenant à la libre disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire soussigné, qui la constate expressément.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Actionnaire DECIDE de créer deux (2) catégories d'actions, les actions de classe A (« **Actions de Catégorie A** »), ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune et les actions de catégorie B (« **Actions de Catégorie B** ») ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) chacune et DECIDE à cet effet de subdiviser les seize mille une (16'001) actions ordinaires existantes de la Société d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) en **un million six cent mille (1'600'000) Actions de Catégorie A** d'une valeur nominale **d'un euro (1.- EUR)** chacune et en **mille (1'000) Actions de Catégorie B** d'une valeur nominale de **dix centimes d'euros (0,10 EUR)** chacune.

L'Actionnaire DECIDE également de définir les droits, avantages et privilèges des Actions de Catégorie A et des Actions de Catégorie B, tels que droits et privilèges sont plus amplement spécifiés et définis aux articles cinq (5), six (6), sept (7) et huit (8) refondus et repris dans la cinquième résolution ci-après.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Actionnaire DECIDE de créer et d'instaurer dans l'article CINQ (5) existant des statuts de la Société un capital autorisé qui sera fixé à **SIX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE MILLE EUROS (6'760'000.- EUR)** représenté par **un million cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille (1'599'000) Actions de Catégorie B** d'une valeur nominale de **dix centimes d'euros (0,10 EUR)** chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les Actions de Catégorie B existantes et d'offrir la possibilité d'émettre un emprunt convertible en Actions de Catégorie A d'un montant maximal de cinq millions d'euros (5'000'000.- EUR).

Dans le cadre de ce capital autorisé, le conseil d'administration est autorisé à recueillir les souscriptions et augmenter le capital en une ou plusieurs fois ainsi qu'à supprimer ou à limiter le droit préférentiel de souscription des Actionnaires de Classe B lors d'une augmentation de capital à réaliser, conformément aux dispositions ci-avant mentionnées.

Ces autorisations sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

Dans ce contexte, l'Actionnaire DECIDE de renoncer expressément au rapport à établir par le conseil d'administration de la Société, tel que ce rapport est prévu par l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la loi du 10 août 2016.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Actionnaire DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société afin de refléter les résolutions prises ci-avant et

pour les mettre en concordance avec la loi du 10 août 2016 modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Les articles refondus auront désormais la nouvelle teneur qui suit :

« Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital »

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de : « **MB NEXT EUROPE S.A.** » (la « Société »).

Art. 2. Le siège de la Société est établi dans la Commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le conseil d'administration peut transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la même Commune ou dans toute autre Commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les présents statuts en conséquence.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société a aussi pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également acquérir, gérer et exploiter, par le biais de licences ou sous-licences lui accordées ou accordées par elle à ses filiales, sous-filiales, ou à toutes autres sociétés du groupe, tous droits de propriété intellectuelle et industrielle et/ou droits sui generis relatifs notamment mais non exclusivement à des logiciels, marques, brevets, noms de domaine, noms commerciaux, données, savoir-faire, études et analyses, et tous autres biens incorporels pouvant faire l'objet de droits réels, d'un monopole d'exploitation ou de réservation, ou d'autres droits sui generis.

La Société peut avoir recours à l'emprunt sous toutes ses formes et accorder à toutes autres personnes physiques ou morales ayant un lien direct ou indirect avec elle, tous concours, prêts, avances ou garanties sans toutefois entrer dans le cadre des activités de crédit visées par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ni celles de

la loi du 8 avril 2011 relative au crédit à la consommation.

La Société peut employer toute personne, faire appel à tout prestataire de services et fournir tous services à toute société ou entité dans laquelle elle détient directement ou indirectement au moins la moitié des actions représentatives du capital social et des droits de vote.

La Société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 5. *Le capital social souscrit est fixé à **un million six cent mille cent euros (1.600.100,- EUR)** représenté par **un million six cent un mille (1.601.000) actions**, divisées en **un million six cent mille (1.600.000) actions de catégorie A** (les "**Actions de Catégorie A**") détenues par des actionnaires de catégorie A (les "**Actionnaires de Catégorie A**") d'une valeur nominale d'**un euro (1,- EUR)** par action et **mille (1.000) actions de catégorie B** (les "**Actions de Catégorie B**") détenues par des actionnaires de catégorie B (les "**Actionnaires de Catégorie B**") d'une valeur nominale de **dix centimes d'euro (0,10 EUR)** par action.*

Les actions sont et resteront nominatives.

A cet effet il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel d'un million six cent mille cent euros (1.600.100,- EUR) à six millions sept cent soixante mille euros (6.760.000,- EUR), par la création et l'émission d'un million cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille (1.599.000) Actions de Catégorie B d'une valeur nominale de dix centimes d'euro (0,10 EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les Actions de Catégorie B existantes ainsi que par l'émission d'un emprunt obligataire convertible en Actions de Catégorie A d'un montant maximal de cinq millions d'euros (5.000.000,- EUR).

Le conseil d'administration est autorisé à recueillir les souscriptions et augmenter le capital en une ou plusieurs fois ainsi qu'à supprimer ou à limiter le droit préférentiel de souscription des

Actionnaires de Classe B lors d'une augmentation de capital réalisée conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

Ces autorisations sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

Les Actions de Catégorie A confèrent aux Actionnaires de Catégorie A un droit de vote par action lors de toute assemblée générale des actionnaires de la Société.

Les Actions de Catégorie B ne confèrent aucun droit de vote aux Actionnaires de Catégorie B à l'exception des cas où la loi le prévoit.

Les Actions de Catégorie A confèrent aux Actionnaires de Catégorie A un droit prioritaire sur tous versements faits par la Société aux titulaires d'actions de toutes catégories, au titre de leur détention d'actions, à quelque titre que ce soit et, en particulier sans que cette liste soit limitative, au titre du versement de dividendes, de remboursement de capital, de rachat d'actions, d'amortissement du capital, de liquidation de la Société (les « Versements ») jusqu'à ce que le montant cumulé de tous les Versements effectués au profit des Actionnaires de Catégorie A atteigne le Plafond de la Catégorie A.

Le Plafond de la Catégorie A, calculé au jour de chaque Versement, est égal au montant capitalisé au taux annuel de 8% (huit pour cent) des flux composés des versements faits par les actionnaires au titre de la souscription d'Actions de Catégorie A et des Versements perçus par eux au titre de ces actions, compte tenu de la date des versements effectués et perçus par les actionnaires. La capitalisation des intérêts est effectuée chaque 31 décembre sur la base d'une année de 365 jours. Le montant du Plafond de la Catégorie A au jour de chaque Versement est calculé en prenant en compte tout Versement intervenu depuis le dernier 31 décembre et les intérêts courus depuis cette date.

Les Actions de Catégorie B confèrent aux Actionnaires de Catégorie B un droit exclusif sur tout Versement pour sa fraction excédant le Plafond de la Catégorie A.

Nonobstant les dispositions relatives aux Versements, tout Actionnaire de Catégorie B a droit au remboursement de son apport lors de la liquidation de la Société.

Art. 6. *Sauf accord préalable et écrit du conseil d'administration, un actionnaire ne pourra en aucune manière céder à un ou des tiers qui ne serait pas actionnaire (un « Tiers ») tout ou partie de ses actions ou consentir à tout Tiers une sûreté de quelque nature que ce soit sur tout ou partie de ses actions, ou grever tout ou partie de ses actions au profit d'un Tiers de tout droit de quelque nature que ce soit, jusqu'au 31 décembre 2017.*

Art. 7. *Sans préjudice des stipulations de l'article 6 ci-dessus, toute Transmission par un actionnaire de tout ou partie de ses Titres est subordonnée à l'agrément préalable du conseil d'administration selon la procédure ci-dessous.*

Dans le cadre du présent article 7, les termes :

- « Transmission » et « Transfert » désignent toute opération ayant pour objet ou pour effet de transférer directement ou indirectement, à titre universel ou particulier, à titre onéreux ou gratuit,

volontaire ou non, immédiatement ou à terme, la pleine propriété ou l'un de ses démembrements ;

- « Titres » désignent toute valeur mobilière émise ou à émettre par la Société qu'il s'agisse, sans que cela ait un caractère limitatif, des actions, d'obligations convertibles ou avec bons de souscription d'actions, remboursables en actions ou mixtes, de bons de souscription ou d'acquisition d'actions, ou de toute autre valeur mobilière d'une quelconque nature susceptible de donner vocation à une part des profits, du boni de liquidation ou des droits de vote de la Société ou d'entraîner directement ou indirectement une augmentation de capital ou l'émission ou l'attribution de titre(s) donnant vocation, en pleine propriété ou en usufruit, à une part des profits, du boni de liquidation ou des droits de vote de la Société, ou à des droits à souscription ou à attribution.

Par exception, ne sont pas soumis à la présente procédure d'agrément, les Transferts :

- (a) entre actionnaires de la Société ;
- (b) réalisés au bénéfice du ou des héritiers d'un actionnaire personne physique en cas de décès de celui-ci ;
- (c) effectués dans le cadre de l'article 8 ci-après ;
- (d) entre un actionnaire et une société dont il détient, en qualité de bénéficiaire ultime et effectif, le contrôle, c'est à dire, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote dans toutes les assemblées d'associés et la majorité des droits financiers sur tous versements faits par la société à ses associés en cette qualité, étant précisé qu'en cas de perte de ce contrôle par cet actionnaire, ce dernier devra immédiatement se faire rétrocéder la totalité des Titres détenus par ladite société.

Tout projet de Transfert doit être notifié, par l'actionnaire souhaitant transférer tout ou partie de ses Titres (l'« Actionnaire Cédant »), à chacun des membres du Conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (la « Notification de Transfert »).

Pour être valable, la Notification de Transfert doit comporter les éléments suivants :

- (a) la nature du Transfert envisagé ;
- (b) le nombre et la nature des Titres dont le Transfert est envisagé (les « Titres Concernés ») ;
- (c) les modalités du Transfert envisagé (en particulier, le prix ou la valeur retenue des Titres Concernés si le Transfert n'est pas rémunéré en numéraire et toutes autres contreparties prévues) ;
- (d) l'identité des cessionnaires envisagés, c'est à dire l'identité précise du ou des potentiels bénéficiaires ultimes et effectifs des Titres dont la cession est projetée et les modalités précises de leur détention de ces Titres s'ils viennent à les acquérir.

Dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la Notification de Transfert, le Conseil d'administration doit notifier à l'Actionnaire Cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, s'il agrée ou non le projet de Transfert des Titres Concernés.

Si la décision du Conseil d'administration n'a pas été notifiée à l'Actionnaire Cédant dans le délai d'un (1) mois mentionné ci-dessus, l'agrément du projet de Transfert est réputé acquis.

En cas d'agrément du projet de Transfert, l'Actionnaire Cédant est libre de transférer les Titres Concernés au cessionnaire initialement choisi :

- (a) selon les modalités de la Notification de Transfert ;*
- (b) dans le délai d'un (1) mois suivant la date de réception de la notification de la décision d'agrément ou de la date à laquelle l'agrément est réputé acquis.*

À défaut, le Transfert des Titres Concernés ne peut pas avoir lieu et doit à nouveau être soumis à la procédure d'agrément stipulée au présent article.

En cas de refus d'agrément du projet de Transfert, l'Actionnaire Cédant peut renoncer à son projet de Transfert. Une telle renonciation doit être notifiée aux membres du Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément.

Si l'Actionnaire Cédant ne renonce pas à son projet de Transfert, tous les Titres Concernés doivent être acquis par la Société ou toute personne, actionnaire ou non de la Société, sur décision du Conseil d'administration, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la réception de la décision de refus d'agrément.

Le prix d'acquisition des Titres Concernés est égal au prix ou à la valeur mentionné dans la Notification de Transfert. Si le prix ou la valeur mentionné dans la Notification de Transfert est manifestement disproportionné ou, plus largement, en cas de différend concernant le prix des Titres Concernés, ce-dernier est fixé par un expert désigné d'un commun accord entre l'Actionnaire Cédant et le Conseil d'administration ou, à défaut, par le président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg (statuant en matière commerciale), à la demande de la partie la plus diligente. L'expert dispose d'un délai de trente (30) Jours suivant sa nomination pour remettre son rapport. Les délais prévus aux paragraphes ci-avant sont suspendus jusqu'à la remise de ce rapport. Les frais et honoraires de l'expert sont supportés à parts égales entre l'Actionnaire Cédant et la Société.

Tout Transfert réalisé en violation du présent article 7 est nul.

Art 8. *En cas d'offre d'un Tiers d'acquérir 100% du capital de la Société (l'« Offre Globale ») ayant fait l'objet d'une Notification de Transfert dans les formes prévues à l'article 7 et acceptée par au moins les trois quarts (3/4) des Actionnaires de Catégorie A, tous les actionnaires sont tenus de céder leurs actions audit Tiers selon les modalités prévues dans la Notification de Transfert afférente.*

Le Prix de Cession sera prioritairement attribué et réparti entre les Actionnaires de Catégorie A au prorata de leur détention à concurrence du Plafond de la Catégorie A, tel que calculé au jour du versement du Prix de Cession (le « Prix de Cession de la Catégorie A »).

Les Actionnaires de Catégorie B se verront attribuer et répartir entre eux au prorata de leur détention un montant égal à la différence entre le Prix de Cession et le Prix de Cession de la Catégorie A.

Administration - Surveillance

Art. 9. *La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.*

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Aussi longtemps que la Société ne dispose que d'un actionnaire unique, celui-ci pourra décider que la Société est gérée par un seul administrateur étant entendu que, dès qu'il est constaté que la Société dispose d'au moins deux actionnaires, les actionnaires devront nommer au moins deux administrateurs supplémentaires. Dans le cas où la Société est gérée par un administrateur unique, toute référence faite dans les statuts au conseil d'administration est remplacée par l'administrateur unique. Une entité ou personne morale pourra être nommée comme administrateur de la Société à condition qu'une personne physique ait été désignée comme son représentant permanent conformément à la loi.

Art. 10. *Le conseil d'administration devra élire parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace. Le premier président pourra être nommé par l'assemblée générale des actionnaires.*

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs autres administrateurs. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télécopie, ces deux derniers étant à confirmer par écrit.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Art. 11. *Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de*

celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 12. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 13. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil approuve le budget de fonctionnement, d'investissement et de trésorerie de la Société et de toutes ses filiales. Il approuve également la nomination et la rémunération des dirigeants de la Société et de ses filiales.

Art. 14. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée(s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 15. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur unique ou encore par la signature individuelle d'un administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 16. La surveillance de la Société est confiée à un (1) ou plusieurs commissaires, ou à un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Assemblée générale

Art. 17. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 18. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le vingt-six (26) juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un samedi, un dimanche ou un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 19. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux

comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10ième) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Art. 21. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts. »

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Actionnaire DECIDE d'accepter la démission, avec effet immédiat, de Monsieur **Olivier MARTIN** de ses fonctions d'administrateur de la Société et DECIDE de lui accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de son mandat d'administrateur de la Société depuis la date de sa nomination jusqu'aujourd'hui.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Actionnaire DECIDE de nommer la personne suivant aux

fonctions de nouvel administrateur, son mandat se terminant avec celui de son prédécesseur, mandat se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2021 :

Monsieur **Laurent CHERPITEL**, administrateur de sociétés, né à Saint Quentin sur le Homme (France), le 28 février 1958, avec adresse professionnelle au 75, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

FRAIS

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à deux mille euros.

Dont acte fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au susdit mandataire de la partie comparante prénommée, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ce même mandataire a signé avec Nous, notaire soussigné, le présent acte.

Signé: O. MARTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 06 décembre 2016.
Relation: EAC/2016/28456. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR). Le
Receveur, signé : SANTIONI.
